



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 bd Henri Dunant
71000 Mâcon

Mâcon, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Est

Route de Menoux
70160 Faverney

Références : FV/MV/2024/M_186
Code AIOT : 0005401118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté Route du Bois Morey 71210 Torcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 28 juin 2019, l'exploitant a transmis au préfet une notification de mise à l'arrêt de son installation de stockage de déchets non dangereux.

L'installation soumise à autorisation est régie par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019, ainsi que par l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'objet de l'inspection est de faire un point sur la surveillance de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- Route du Bois Morey 71210 Torcy
- Code AIOT : 0005401118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a accueilli de 1978 à 2019 notamment des résidus urbains (p.ex. matériaux de démolition) et industriels (p.ex. laitier de fonderie, suie) ainsi que des ordures ménagères et de l'amiante lié. L'emprise des zones de déchets représente 20,7 ha. Près de 4,1 millions de tonnes de déchets ont été enfouies.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
6	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Relevés topographiques	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet
2	Programme de surveillance – Fréquence – Art.36	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet
3	Programme de suivi – Fréquence Art. 37	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet
7	Programme de surveillance – rejets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet
8	Surveillance – Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise globalement la surveillance réglementaire. Il doit cependant disposer des programmes de maintenance et de surveillance de ses installations de collecte et traitement de biogaz ainsi qu'améliorer les mesures topographiques et de production de lixiviats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air
Prescription contrôlée : Dans le cas particulier de l'installation de stockage de déchets, les mesures proposées pour assurer la surveillance des effets de l'installation sont constituées a minima des programmes de surveillance et de suivi définis aux articles 36, 37, 38 et 45 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé. L'installation de stockage de déchets est suivie durant les phases suivantes: Période de post-exploitation d'un casier : période d'une durée minimale de 20 ans, commençant à la date de notification à l'inspection de l'environnement par l'exploitant de l'achèvement de la couverture finale du casier et s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats et du biogaz ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et de la qualité des lixiviats qui nécessiteraient des dispositifs actifs de gestion des effluents. Dans le cas du casier dédié au stockage d'amiante lié, la période de post-exploitation pourra être ramenée à 10 ans ;
Constats : L'exploitant indique prévoir une période de suivi post-exploitation pour l'ensemble de l'installation de stockage de déchets, débutant au 31 décembre 2019. Les rejets de lixiviats et de biogaz sont communs à tous les casiers de l'emplacement principal (zone 1 à 4 de l'étude hydrogéologique de 2019). Les lixiviats des casiers suies sont gérés séparément. Ils sont évacués en tant que déchets dangereux. Les rejets dans les eaux de surface sont communs à l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Programme de surveillance – Fréquence – Art.36

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air
Prescription contrôlée : Art. 36 AM 2016 : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des

rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II, et de la qualité des eaux souterraines.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Le mémoire de réhabilitation transmis par l'exploitant propose un plan de surveillance prenant en compte globalement les modalités de surveillance de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant indique qu'un rapport annuel des résultats de la surveillance sera transmis prochainement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Programme de suivi – Fréquence Art. 37

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air

Prescription contrôlée :

Art 37 AM 2016. Dès la fin de d'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :
- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;

Constats :

L'exploitant a indiqué faire réaliser un débroussaillage des utilités (réseau biogaz, piézomètres, ouvrages techniques,...) une fois par an.

L'Inspection a constaté que la végétation et la clôture sont globalement maintenues et entretenues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle « Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. » Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :
SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;
CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Constats :

L'exploitant indique sous-traiter la gestion du réseau de collecte des biogaz. Il présente à l'Inspection des relevés mensuels des paramètres suivants par lignes : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, vitesse, débit et pression.

Le CO et l'H₂ sont demandé en sus par l'annexe II de l'arrêté ministériel de 2016 à fréquence semestrielle.

L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la permanence de moyens portatifs permettant la mesure de la dépression des puits.

Demande 1 : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le CO et l'H₂ des biogaz sont bien analysés semestriellement sous 1 mois.

Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier la présence permanente sur site de moyens portatifs permettant la mesure de la dépression des puits sous 1 mois.

L'exploitant a présenté à l'Inspection un rapport de l'état visuel et réglages du réseau biogaz de mars 2023. Il conclut à la nécessité de réparer certaines installations. L'exploitant a présenté un courriel du 23 avril 2023 indiquant que les réparations seront faites le 29 avril 2023. Un bon de commande est joint au courriel.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

Demande 3 : L'inspection demande à l'exploitant de disposer sous 1 mois d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

L'exploitant indique qu'au 25 février 2024, l'installation de destruction du biogaz n'a fonctionné que 3633 heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air

Prescription contrôlée :

IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

« V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

« Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »

Constats :

L'exploitant a présenté à l'Inspection une cartographie du 18/08/2021 des émissions diffuses mesurées par laser méthane le 10/08/2021. La cartographie indique l'absence d'émission diffuse sur l'ensemble de la couverture de la zone de stockage principale (mesures < 50ppm).

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.

Demande 4 : L'inspection demande à l'exploitant de disposer d'un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats.

Demande 5 : L'inspection demande à l'exploitant de disposer d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats sous 1 mois.

L'exploitant a présenté à l'Inspection un tableau de relevés de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte pour la période de janvier à mars 2024.

Demande 6 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les relevés des hauteurs de lixiviats dans les puits de collecte pour la période d'avril à juin 2024 sous 1 mois ou de justifier de l'absence de relevés.

Il indique par ailleurs que la hauteur dans le bassin de lixiviats n'est pas relevée car habituellement non utilisé ; les lixiviats sont rejetés en conditions normales d'exploitation vers le réseau en continu ; un débitmètre permet de mesurer le volume évacué.

Au moment de l'Inspection, le bassin était utilisé du fait de l'indisponibilité de la canalisation

d'évacuation.

Demande 7 : L'inspection demande à l'exploitant de relever mensuellement le niveau du bassin de lixiviats même si celui-ci n'est pas utilisé.

L'exploitant indique ne pas relever les volumes de lixiviats pompés.

Demande 8 :L'inspection demande à l'exploitant de relever mensuellement les volumes de lixiviats pompés.

L'exploitant indique de pas disposer des données météorologiques.

Demande 9 : L'inspection demande à l'exploitant d'enregistrer les données météorologiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Programme de surveillance – rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle [...]des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation détaille le programme de surveillance des rejets, notamment pour les eaux de ruissellement (article 9.3.3.1, modifié par AP du 14/10/19), les eaux de surface (article 9.3.4.1) et les rejets gazeux (article 8.6 créé par l'AP du 10 janvier 2017).

L'exploitant indique renseigner les résultats d'analyse des eaux de ruissellement sur Gidaf régulièrement ; le dernier prélèvement a été réalisé en mai 2024 ; aucune VLE n'est dépassée.

L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des eaux de surface du 30 mai 2023. Le rapport contient uniquement les concentrations mesurées sans analyse critique ni valeur de comparaison. L'exploitant indique que les analyses seront commentées dans le rapport annuel qui doit être transmis au premier semestre de l'année suivante. Il indique que le rapport sera transmis prochainement.

<p>L'inspection considère que les analyses doivent être commentées dans le mois suivant la réalisation des analyses. Elle proposera de mettre à jour l'arrêté préfectoral sur ce point.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse du 10/06/24 des rejets atmosphérique du moteur permettant de valoriser le biogaz. Les analyses ont été réalisées le 23/04/24. Aucun dépassement des VLE n'est signalé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance – Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux, sol et air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse du piézomètre C1 du 17 février 2021. Les radiations alpha, bêta et le tritium sont mesurés. Aucune anomalie n'est signalée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Relevés topographiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de relevés topographiques d'une vingtaine de plots sans être en mesure de positionner l'emplacement de ces plots. En outre le relevé n'est pas annuel.</p> <p>Demande 9 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre à jour les relevés topographiques annuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois